

Brzoska, Michael et Ohlson, Thomas. *Arms Transfers to the Third World, 1971-1985*. Solna (Suède), SIPRI Library, 1987, 398 p.

Marie Lavigne

Volume 20, Number 2, 1989

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/702519ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/702519ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (print)

1703-7891 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Lavigne, M. (1989). Review of [Brzoska, Michael et Ohlson, Thomas. *Arms Transfers to the Third World, 1971-1985*. Solna (Suède), SIPRI Library, 1987, 398 p.] *Études internationales*, 20(2), 462–464. <https://doi.org/10.7202/702519ar>

ÉTUDES STRATÉGIQUES ET MILITAIRES

BRZOSKA, Michael and OHLSON, Thomas. *Arms Transfers to the Third World, 1971-1985*. Solna (Suède), SIPRI Library, 1987, 398p.

L'ouvrage est une publication du SIPRI, l'Institut indépendant de recherche sur les problèmes de la paix situé à Stockholm. La paix étant menacée au premier chef par la guerre, le principal objet d'investigation de l'Institut est le potentiel mondial d'armement. Le SIPRI publie un annuaire, possède une banque de données accessible aux chercheurs extérieurs, et édite occasionnellement des travaux de récapitulation et synthèse comme celui-ci (dont le précédent historique avait été *The Arms Trade with the Third World*, publié sous la seule référence du SIPRI par Almqvist et Wiksell à Stockholm en 1971), ou, par les mêmes auteurs, *Arms Production in the Third World* (London, Taylor and Francis, 1976).

Le problème du commerce d'armes est éminemment politique, et les données du SIPRI émergent brièvement devant le grand public à l'occasion des grands débats sur la comparaison du potentiel militaire américain et soviétique, ou sur les ventes d'armes des grandes puissances au Tiers Monde, la France rejoignant ici le groupe de tête des pourvoyeurs d'armes. En général les publications de données, toujours nécessairement fragmentaires et contradictoires, donne lieu à des batailles de sources, le grand public étant hors d'état de comprendre les subtilités méthodologiques des calculs et les commentateurs de presse donnant la préférence à ce qui est conforme à leurs idées.

Aussi, plutôt que de nous attacher à un commentaire de fond, insisterons-nous ici sur les problèmes de méthodologie et évaluation retracés dans de très utiles an-

nexes. Mais pour faire justice au travail des auteurs rappelons d'abord leurs conclusions. Selon une facture très classique, l'ouvrage se divise en quatre chapitres: les flux; la demande; l'offre; structure, dynamique et prospective.

Les flux des ventes d'armes au Tiers Monde entre 1971 et 1984 sont conformes à une logique attendue. L'enrichissement des exportateurs de pétrole et le développement de conflits régionaux ont entraîné une forte demande dans les années soixante-dix, suivie d'une stagnation dans les années quatre-vingt suite à la récession mondiale et à la crise d'endettement du Tiers Monde. Les grands fournisseurs du début de la période, États-Unis et URSS, ont été relayés par des fournisseurs européens, au premier rang desquels figure la France, et par de nouveaux fournisseurs du Tiers Monde. Dans la composition des ventes la part des armes d'« occasion » a décliné et celle des armements hautement sophistiqués a augmenté.

Le Moyen-Orient a été sur toute la période l'importateur principal d'armes « majeures » (46 % des transferts, p. 15; à noter que le SIPRI compte l'Égypte, pas la Libye, parmi les pays du Moyen-Orient; si on ajoute la Libye la proportion est portée à 53 %). Du côté des fournisseurs, l'URSS apparaît comme le principal fournisseur sur l'ensemble de la période (entre 35 et 40 % des ventes, sa part étant maximale sur la période 1976-80) suivie des États-Unis, dont la part, de 40 % au début de la période, s'est abaissée à moins de 30 % en 1981-85, et de la France dont la part initialement faible a dépassé 10 % en 1981-85. Pour chaque puissance exportatrice, les auteurs présentent les flux (distinguant les principaux clients), le cadre institutionnel, la production d'armes, les choix politiques. Outre les trois grands, tous les fournisseurs sont présentés (Ouest, Est, non ali-gnés et neutres, pays du Tiers Monde). On

trouve notamment des indications sur le commerce des armes du Canada (0,5 % du commerce mondial des armes), direct – consistant uniquement de ventes d'avions – et indirect (composants de produits américains) (p. 97).

Quel avenir pour les transferts? « Optimiste » si la croissance mondiale reprend et même en l'absence d'une forte reprise, parce que les armes s'usent et il faut les remplacer, parce que les conflits perdurent et enfin par la logique de l'offre qui exerce une pression permanente sur les acheteurs. Toutefois l'offre va faire une part croissante aux ventes de licences et autres transferts de technologie en ce domaine, avec l'industrialisation du Tiers Monde (p. 135).

L'annexe la plus longue (143p.) donne la liste des acquisitions d'armes majeures par acheteurs (avec indication des fournisseurs, quantités, types d'armes, années de commande et de livraison). Les annexes suivantes donnent la production du Tiers Monde (avec indication des donneurs de licence), les transferts par types d'armes, les valeurs des exportations et importations, les parts des différents fournisseurs par région et pays, et enfin des développements méthodologiques sur lesquels nous allons nous arrêter.

Le premier problème est celui de l'évaluation. Le SIPRI a son système propre, souvent critiqué, mis en place en 1968 et révisé une fois. Ce système s'appuie sur le coût unitaire de production d'une arme, les armements étant divisés en 5 catégories d'armes « majeures » (le SIPRI ne s'occupe pas des armes légères): avions, chars et artillerie, systèmes de guidage et détection, missiles, navires militaires. Le principe est l'utilisation de prix constants: le SIPRI ne cherche pas à mesurer la valeur actuelle des flux, mais leurs variations; il mesure des transferts, et non exclusivement des ventes. Le système des prix 1968

a été construit à partir d'une liste de prix comparables exprimés en dollars US. Les livraisons ont ensuite été estimées en fonction des performances, qualités, etc. des armes fournies. Par la suite les prix des armes nouvelles ont été estimés selon une procédure analogue; des réévaluations de l'indice des prix ont été faites régulièrement utilisant un indice pondéré des prix de gros britanniques, français et américains. Une nouvelle base de prix a été recalculée en dollars US 1985 pour tenir compte des innovations techniques (part croissante de l'électronique dans tous les systèmes d'armes) et de l'introduction d'une nouvelle catégorie (système de guidage et détection). Les séries ont été réévaluées sur la nouvelle base, avec l'effet de faire apparaître les armes les plus récentes moins « chères » donc de réduire les taux de croissance du commerce des armes.

Une annexe donne la liste des sources utilisées pour les évaluations; il y en a au total environ 200. La dernière annexe compare les informations diffusées par les principaux organismes dans le même domaine. La difficulté tient au fait que les sources primaires officielles sont très lacunaires. Même lorsque les gouvernements publient régulièrement les statistiques sur leurs ventes d'armes, l'utilisation de ces données est compliquée par l'absence de standardisation. D'où l'importance des données agrégées. Outre le SIPRI, un seul organisme publie annuellement et systématiquement des chiffres issus de sources contrôlables sur les ventes d'armes, couvrant le monde entier; c'est l'IISS (International Institute for Strategic Studies) basé à Londres, avec son *Military Balance*. Mais l'IISS n'établit pas de statistiques agrégées en termes monétaires. De telles statistiques sont publiées à partir de la base de données constituée par le gouvernement américain, notamment par l'ACDA (US Arms Control and Disarmament Agency) qui édite *World Military Expenditures and*

Arms Trade, et occasionnellement par le Congressional Research Service. Comme le disent les auteurs, nombre d'utilisateurs préfèrent les sources américaines, parce que celles-ci incluent les armes légères; mais on ne peut vérifier l'origine des données.

Signalons qu'une comparaison entre ces différentes sources a été effectuée par une chercheuse française à propos des livraisons soviétiques et est-européennes d'armes au Tiers Monde; il s'agit de Laure Després, qui a travaillé à la fois au SIPRI, à l'IISS et au CRS, et a livré l'essentiel de ses résultats dans « Les ventes d'armes de l'URSS et des six pays socialistes européens aux pays en voie de développement » (in *Les Relations économiques Est-Sud*, M. Lavigne éd., Economica 1986, version en anglais *East-South Relations in the World Economy*, Westview Press 1988). On comprend qu'il était difficile aux auteurs de se livrer à un plaidoyer *pro domo*; acceptons leur conclusion modeste; « Les données du SIPRI fournissent au mieux une approximation raisonnable de la vérité » (p. 369).

Marie LAVIGNE

Université de Paris I

CAMILLERI, Joseph A. *The Australia-New Zealand-US Alliance: Regional Security in the Nuclear Age*, Boulder (Col.), Westview Press, 1987, 296 p.

Cet ouvrage de Joseph Camilleri, professeur à l'université La Trobe en Australie, compte parmi les nombreuses contributions récentes au débat sur la gestion, voire l'avenir, de l'alliance régionale de l'ANZUS.

L'auteur, comme d'autres, porte un regard critique sur les fonctions et les contributions à caractère nucléaire de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande, « partenaires

juniors » des États-Unis au sein de l'ANZUS: les installations C³I (commandement, contrôle, communications et renseignements) en Australie; les manœuvres militaires conjointes avec des armements nucléaires et le passage de navires et d'aéronefs dotés d'armements nucléaires ou à propulsion nucléaire – sans la Nouvelle-Zélande depuis 1986.

Avec une approche alternative réfléchie, M. Camilleri présente une orientation stratégique nouvelle qui s'offre à l'Australie, pivot de la politique stratégique américaine dans le Pacifique Sud: une stratégie militaire strictement défensive et conventionnelle liée à une politique extérieure fondée sur l'autosuffisance et adaptée à l'environnement stratégique bénin de la région. Devant de telles reformulations des doctrines et réaménagements des structures militaires, les rapports militaires étendus entre l'Australie et les États-Unis seraient remis en cause.

Néanmoins, cet ouvrage est empreint de réalisme et d'une remarquable connaissance des processus et des élites de la prise de décision tant militaire que politique en Australie. On y retrouve les diverses positions des bastions de conservatisme qui résistent à toute forme de changement doctrinal ou structurel dans les rapports de force actuels au sein de l'ANZUS: « ... [*The*] *ideology of status quo, which reflects a quasi-colonial mentality and is propagated by political parties, bureaucratic and military institutions, the mass media and much of the educational system, remains a serious stumbling block to radical reform.* » (p. 228)

Cette orientation suivrait d'ailleurs l'exemple donné par la Nouvelle-Zélande qui, depuis 1985, se voit refuser l'accès à toute information décodée des services américains et même australiens. Il s'agit d'une lourde sanction pour freiner la contagion de « l'allergie (anti-nucléaire) kiwi »